

- **FR: Politique de Lutte contre la Corruption : Résumé**

Jun 2023

Corporate Compliance Team: Elodie Tison & Sima Shahhosseini



## Important à savoir : Politique de lutte contre la corruption

SSG attend de ses employés qu'ils respectent les lois locales. Cette politique de lutte contre la corruption est plus restrictive que la loi, afin de protéger la réputation de l'entreprise. *En cas de doute, vérifiez la politique ou contactez votre responsable de la conformité avant d'agir.* En respectant la politique de lutte contre la corruption dans tous les pays, vous vous protégez et vous protégez SSG contre les sanctions (financières, réputationnelles et/ou contentieuses).

La politique de lutte contre la corruption se concentre sur les risques suivants :

- Cadeaux, divertissements et hospitalités
- Autres avantages
- Mécénat et Dons
- Facilitation des paiements
- Interactions avec les partenaires commerciaux et leurs familles

Informations clés à garder à l'esprit à tout moment:

- En cas de doute, faites toujours appel à votre responsable de la conformité !
- Les actions illégales ou interdites à SSG et à ses employés *s'appliquent également aux partenaires commerciaux (clients, fournisseurs, agents).*

La corruption peut être faite par des paiements, mais aussi via: (1) des services/avantages indus accordés (offres d'emploi, formations), (2) du matériel gratuit/des conditions spéciales fournis, (3) des avantages financiers particuliers obtenus (prêts, hypothèques, etc.).

---

# Important à savoir : Politique de lutte contre la corruption

## Indépendamment de la législation locale :

Règles de base pour savoir si vous pouvez donner/recevoir un avantage : **Vous devez**

- vous *sentir à l'aise* pour discuter de la prestation avec votre famille ou un journaliste
- Confirmer que l'avantage est *légal* et conforme aux coutumes locales
- S'assurer que l'avantage reflète les *valeurs de l'entreprise* indépendamment de la législation
  - pas d'avantages à caractère sexuel, politique ou religieux, de drogues ou d'équivalents, de mauvais traitements infligés aux animaux (chasse, tauromachie, etc.)
- Valider la valeur : *raisonnable* selon les normes locales
- Vérifier la perception que l'avantage pourrait avoir:
  - Pas d'*influence* ou d'avantage indu et en dehors de toute procédure d'appel d'offres.
  - Pas de *conflit d'intérêts*
- Enregistrer, déclarer et approuver de manière *transparente*
- Impliquer systématiquement votre Responsable Conformité lorsque l'avantage concerne des *fonctionnaires ou des autorités publiques*
- S'assurer que *l'objectif commercial* est clairement identifié

Le groupe Swiss Steel n'offre ni n'accepte d'avantages

- *membres de la famille/amis proches* de/à des partenaires commerciaux (clients, fournisseurs, autres)
- Lors d'un appel d'offres/négociation de contrats (termes, prix, conditions, etc.), *seules les hospitalités sont autorisés (petit-déjeuner, déjeuner, diner) et l'hôtel (en cas de visite de site uniquement)*. Aucun cadeau/divertissement n'est autorisé.

# Important à savoir : Politique de lutte contre la corruption

## Cadeaux, Divertissements et Hospitalités (CDH) - Enregistrer la proposition

Gifts, Entertainment & Hospitalities (GEH) – APPROVAL / INFORMATION												
Private person				Public person*								
Value EUR	Management		Compliance	Register	Value EUR	Management		Compliance	Register			
GEH < 50	Direct line Manager (1) APPROVAL		N/A	N/A	GEH < 50	Direct line Manager (1) APPROVAL		N/A	N/A			
51 to 100					Direct line Manager APPROVAL (2)	- Production Asset: COO - Division: Division Head - International Business: VP - Corporate and Other * INFORMATION (3)	Entity	201 to 500	Direct line Manager APPROVAL (2)	- Production Asset: COO - Division: Division Head - International Business: VP - Corporate and Other * INFORMATION (3)	Corp	Register
101 to 200												
201 to 500	Direct line Manager APPROVAL (2)	- Production Asset: COO - Division: Division Head - International Business: VP - Corporate and Other * INFORMATION (3)	Corp	Register	501 to 2K	Direct Line Manager APPROVAL (2)	Group CEO INFORMATION (3)	Corp	Register			
501 to 2K					2.001 < GEH							
2.001 < GEH	Direct line Manager APPROVAL (2)	Group CEO INFORMATION (3)	Corp	Register	2.001 < GEH	Direct Line Manager APPROVAL (2)	Group CEO INFORMATION (3)	Corp	Register			

**Managers** approuvent les notes de frais et couvrent donc le risque lié aux petites valeurs dans le cadre de ce processus. Il est de leur devoir de vérifier le caractère raisonnable de la fréquence et des valeurs cumulées.

**Fonctionnaires** Notre règle s'applique dans le monde entier. **IMPORTANT** : dans certains pays, il est illégal d'inviter des fonctionnaires (USA, Royaume-Uni, etc.). Demandez toujours aux fonctionnaires avant de les inviter ou de leur donner quoi que ce soit.

Le tableau ci-dessus s'entend pour les CDH **donnés et offerts, par personne et par événement**, à/par des **personnes extérieures au Groupe**.

# Important à savoir : Politique de lutte contre la corruption

## Donner / Recevoir un CDH (REGISTRE)

Si vous donnez/recevez un CDH de/à une personne **PRIVÉE > 200€** : Veuillez l'enregistrer.

Si vous donnez/recevez un CDH de/à une personne **PUBLIQUE > 50€** Veuillez l'enregistrer.

Dans tous les cas susmentionnés, un [FORMULAIRE](#) d'enregistrement doit être rempli et envoyé à votre [Responsable Conformité](#) dans les **5 jours ouvrables** suivant la réception ou l'octroi du CDH. Votre supérieur hiérarchique doit également l'approuver, veuillez lui donner une copie conforme dans l'e-mail adressé au responsable de la conformité.

## Donner / Recevoir un CDH (APPROBATION DU MANAGER)

Pour les CDH donnés ou reçus **inferieurs** des seuils susmentionnés (**Ref encadré rouge**), les règles sont les suivantes:

Pour les CD **reçus** entre <200 & ≥50€: Envoyez un mail a votre superviseur direct (<50€, rien n'est requis).

Pour les H **reçus**: rien n'est requis.

Pour les CDH **donnés**: les processus d'approbation des notes de frais et factures sont considérés comme l'approbation du supérieur hiérarchique.

La liste des enregistrements de CDH sera communiquée à la direction lors de la réunion de conformité trimestrielle/biannuelle et servira à l'approbation formelle des enregistrements.

# Important à savoir : Politique de lutte contre la corruption

## Mécénats et Dons (M&D)

Toujours inacceptables et interdits (en plus des règles de base)

## Paiements aux autorités publiques :

- **Non requis par la loi ou résultant d'un contrat de service** (rénovation de voirie, protection de poussière, etc.) sont considérés comme des M&D par cette politique et doivent être approuvés.
- Requis par la loi (VAT, Taxes, etc.) ou résultant d'un contrat de services (location de terrain, prestation de service) ne sont pas considérés comme des M&D.

Sponsorship and Donations – APPROVAL											
Private organization					Public organization						
Value EUR	Management		Compliance	Communication	Register	Value EUR	Management		Compliance	Communication	Register
S&D < 100	Site Manager		Local	Local	Register	S&D < 100	Site Manager		Local	Local	Register
101 to 500						Site Manager	- Production Asset: COO - Division: Division Head - International Business: VP - Corporate and Other *	Local & Corporate			
501 to 10K	Site Manager	Local & Corporate	Local & Corporate	501 to 10K					Site Manager	Group CEO	
10.001 < GEH	Site Manager			Group CEO		Local & Corporate	Local & Corporate	10.001 < GEH			

# Important à savoir : Politique de lutte contre la corruption

## Paiements de facilitation

Les paiements de facilitation sont strictement interdits à SSG, indépendamment de la législation locale, et même lorsqu'ils sont considérés comme légaux, coutumiers et/ou déductibles d'impôts.

La seule exception concerne les cas où "une personne est contrainte d'effectuer un paiement pour protéger sa vie ou celle d'autrui sous la menace d'une blessure ou d'un décès". Si un employé est confronté à une telle situation, il lui est demandé de la signaler dès que possible au service de la conformité.

## Partenaires commerciaux, familles et amis

Le recours à un tiers (consultant, client ou fournisseur), à sa famille ou à ses amis pour mettre en œuvre l'un des actes de corruption mentionnés précédemment peut engager la responsabilité de SSG et est par conséquent interdit.